

LES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE S'INQUIETENT DE LA POLITIQUE ENERGETIQUE

L'énergie est à la source de notre économie ; les conséquences des chocs pétroliers sur les entreprises et les emplois l'ont démontré.

En partenariat avec l'IFOP, la Fondation Concorde a mené une enquête auprès de 600 chefs d'entreprise. L'électricité y apparaît comme un élément essentiel pour la compétitivité de l'industrie et des PME et le pouvoir d'achat des Français.

La France dispose d'un avantage concurrentiel pour les entreprises avec un prix de l'électricité parmi les moins chers d'Europe : 8,01c€/kWh, inférieur à la moyenne européenne (11c€/kWh) et au prix supporté par les entreprises allemandes (12,26c€/kWh).

La France doit se prémunir, pour les années à venir, d'une hausse excessive du prix de l'électricité. Le choix qui sera fait du prochain mix énergétique est fondamental. Un mix conduisant à un kWh trop coûteux réduirait nos chances de revitaliser notre économie. La Fondation Concorde souhaite alerter sur l'importance de ne pas perdre ce qui est aujourd'hui un de nos rares avantages concurrentiels.

*

Le coût actuel de l'électricité est un avantage concurrentiel sous-estimé par les chefs d'entreprise :

Si la moitié des dirigeants d'entreprise pense qu'il est moins élevé que chez nos voisins européens, **près de 40% le jugent plus élevé** et un dirigeant sur 10 peine à se prononcer.

La Fondation Concorde suggère qu'un tableau comparatif soit joint à la prochaine note d'électricité.

Le prix de l'électricité préoccupe les dirigeants d'entreprise qui s'attendent à une augmentation de son coût.

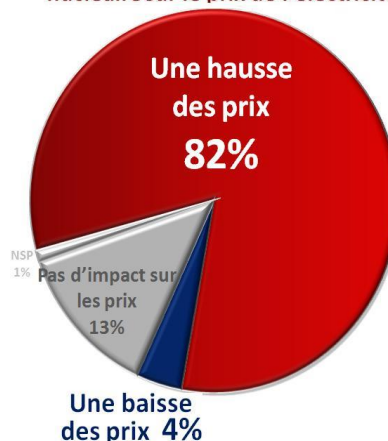
Une hausse importante des prix de l'électricité aurait des conséquences sur la santé des entreprises et l'économie françaises :

- Pour un dirigeant sur deux cela ferait **baissier ses marges** ; les secteurs du commerce et de l'industrie seraient les plus fragilisées.
- Une proportion équivalente **répercuterait cette hausse sur le prix de vente, affaiblissant pouvoir d'achat des ménages et compétitivité.**
- Dans l'industrie, **près d'un dirigeant sur cinq estime que cela le conduirait à licencier** et un sur dix à délocaliser.

Les dirigeants d'entreprise sont très majoritairement conscients de l'atout que représente le parc nucléaire français, notamment en termes de coût de l'électricité.

Sans nucléaire le prix de l'électricité s'envolerait

Les effets d'une baisse de la part du nucléaire sur le prix de l'électricité

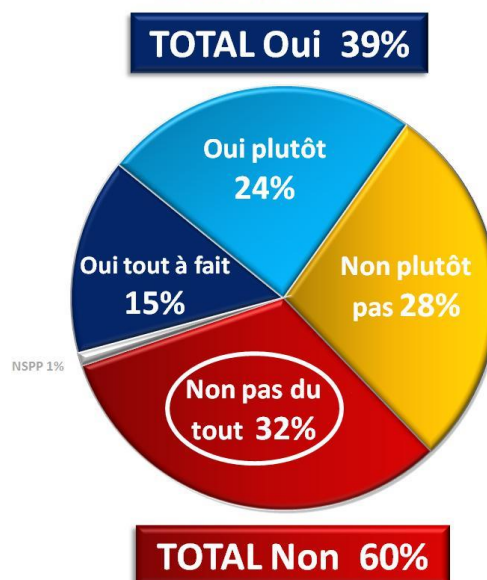


82% des dirigeants d'entreprise estiment que cela conduirait à augmenter les prix (jusqu'à 88% des dirigeants d'industrie) contre seulement 4% pronostiquant une baisse.

L'hostilité des dirigeants d'entreprise à la fermeture de réacteurs nucléaires et à une réduction de la part du nucléaire dans la production énergétique française est nettement majoritaire (60%) et souvent très ferme (32% n'y sont pas du tout favorables).

Les entreprises plébiscitent le nucléaire

L'adhésion à la fermeture de réacteurs nucléaires en France



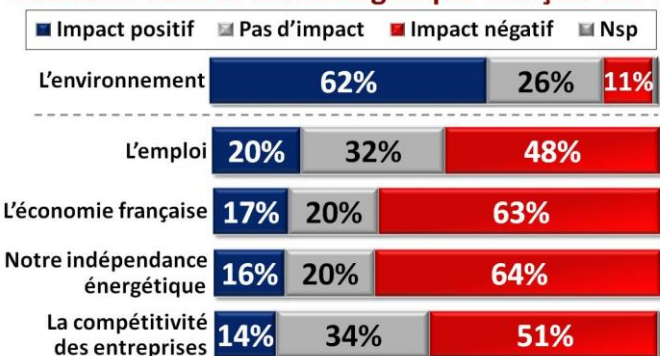
En particulier, on constate des résistances du secteur industriel ainsi que celles des interviewés ayant vu leur budget électricité « beaucoup » augmenter ces deux dernières années.

De manière générale, 63% jugent que de telles fermetures auraient des conséquences négatives sur l'économie française (y compris parmi ceux s'étant déclarés favorables à ce projet).

Pour la moitié des dirigeants interrogés, cela entamerait la compétitivité des entreprises françaises et aurait un impact négatif sur l'emploi.

En revanche, l'adhésion à la fermeture de réacteurs (39%) s'explique très largement par les risques associés à la filière (accident, déchets etc.) ainsi que par des motifs d'ordre environnementaux. *A noter que la production d'électricité provenant de centrales nucléaires n'émet pourtant pas de CO2, contrairement à celle provenant des centrales thermiques.*

Conséquences d'une baisse de la part du nucléaire dans le mix énergétique français sur :



Comment faire diminuer la facture d'électricité ?

On l'a vu, la réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité est identifiée comme une source d'augmentation des prix.

Au contraire, le développement de la concurrence sur le marché de l'électricité apparaît dans l'enquête comme LA solution la plus à même de faire baisser les prix, alors même que le marché est déjà ouvert à la concurrence ! Signe que les effets positifs de la concurrence ne se sont pas fait sentir !

Des marges de progression existent en matière d'économies d'énergie dans les entreprises. Toutefois, l'inquiétude des chefs d'entreprise s'explique d'autant mieux que, face à un budget électricité qu'ils considèrent massivement en hausse, ils ne sont, à tort ou à raison, que peu nombreux à identifier des marges de réduction de leur consommation et donc de leur facture.

En effet, seul un quart des dirigeants d'entreprise estime avoir la possibilité de réaliser des économies d'énergies ; un tiers considérant même que leur activité ne permet « pas du tout » d'en réaliser. Aujourd'hui seules 13% des entreprises de plus de 10 salariés ont un projet précis visant à réduire leur consommation d'énergie.

Les projets consistent davantage à investir (en particulier dans des équipements qui consomment moins) qu'à modifier les comportements. Réaliser des économies dans ce domaine ne fait pas partie des priorités des chefs d'entreprises

Ne s'agit-il pas d'un camouflet pour l'ADEME qui a précisément pour vocation de stimuler les économies d'énergie ?

Enfin, une certaine méconnaissance est à relever concernant les sources d'énergie de substitution à mettre en œuvre dans la perspective d'une baisse de la production nucléaire. Deux tiers des dirigeants pensent que le solaire et l'éolien pourront compenser la fermeture de centrales. Or, ces énergies ont un caractère intermittent qui ne leur permet pas toujours de fournir de l'électricité au moment où l'on en a besoin. Ces sources d'électricité nécessitent la mise en place de centrales au fuel ou à gaz qui démarrent quand le vent ne souffle pas ou quand le soleil ne brille pas !

A noter également que le gaz, et les énergies fossiles en général, ne sont pas clairement identifiés comme source de production d'électricité par les chefs d'entreprise.

Cette surprenante ignorance sur les énergies de substitution milite pour une véritable campagne d'information tournée vers les chefs d'entreprise qui doivent aussi se persuader que les prix français de l'électricité sont particulièrement compétitifs.

Le choc de compétitivité nécessaire à notre économie et prôné par la Fondation Concorde sera plus difficile à mettre en œuvre si le coût de notre énergie se dégradait au rythme des cours des combustibles fossiles.

Il serait fort dommageable qu'une minorité très réduite obtienne la fermeture prématurée de réacteurs jugés sûrs par l'Autorité de Sureté nucléaire et producteurs d'électricité bon marché.

La perspective de voir les énergies de substitution renchérir nos prix de manière considérable en quelques années aboutirait à l'équivalent d'un nouveau choc pétrolier inacceptable pour les entrepreneurs et ruineux pour notre économie.